

surveiller de près cette possibilité, en utilisant les MTN. Selon ce qu'il adviendra du Traité ABM, qui sera peut-être clarifié et modifié dans le courant de la prochaine décennie, il pourrait devenir très important de veiller au respect continu des limitations qu'il impose.

La mise au point des DAMB et d'autres techniques militaires avancées commence en laboratoire, par des recherches partant de principes fondamentaux dont on ne peut prévoir toutes les applications au moment de leur définition. À cette étape, le travail, qui se fait habituellement à l'abri dans des immeubles, échappe à la détection par les MTN. Ces derniers n'opèrent leur surveillance que plus tard, lorsque des démonstrations, des évaluations opérationnelles et des essais sur le terrain sont effectués à l'extérieur, où il devient possible de les observer. Il ne semble guère avisé de chercher à conclure des accords visant à limiter un type quelconque de technique fondamentale. Cependant, pour être viable en pratique, tout accord de ce type devrait éviter de chercher à imposer une vérification des recherches effectuées en laboratoire et limiter ses dispositions en matière de vérification aux applications des techniques, lesquelles surviennent dans les étapes ultérieures de l'élaboration et de la production d'armes et que l'on peut surveiller grâce aux MTN.

Il semble probable que l'on procédera à de nouvelles réductions des armes tactiques nucléaires en Europe. Ces réductions pourraient aller jusqu'au retrait complet des armes nucléaires terrestres américaines et soviétiques, mais moins sûrement jusqu'à celui des armes nucléaires air-sol, ou britanniques ou françaises. Si la confirmation de la destruction de missiles ne doit pas poser de grands problèmes, en revanche contrôler le nombre de missiles air-sol et garantir le retrait total puis l'absence permanente de petits objets tels que des obus d'artillerie se révélera à coup sûr très difficile.

Dans tous les cas de destruction d'armes nucléaires, une question très importante se pose : que fera-t-on des matières fissibles? Réutiliser de l'uranium 235 fortement enrichi, pour la

propulsion de navires, et de l'uranium et du plutonium enrichis (éventuellement par dilution de produits de qualité militaire) constitue une solution souhaitable du point de vue économique et très sensée. Pour la vérification, le problème sera de suivre les matières fissibles issues des ogives retirées et de savoir ce que l'on en fait.

La réduction du nombre des armes nucléaires de courte portée et de portée intermédiaire en Europe ne présente pas le problème urgent de surveillance des développements qualitatifs que suscitent, en revanche, les armes nucléaires intercontinentales américaines et soviétiques. Protéger la dissuasion de la menace de forces de contre-attaque, ce qui est la clé de la stabilité stratégique, n'est pas aussi essentiel pour des forces de portée moyenne et intermédiaire que pour les forces stratégiques intercontinentales. En outre, il est beaucoup plus facile de vérifier l'absence totale d'un type d'arme (comme le prévoit le Traité sur les FNI) que d'établir que, lorsqu'un certain nombre est permis (comme dans le Traité START), le nombre total d'armes en service n'est pas supérieur au plafond maximal convenu et qu'aucune de ces armes n'a été remplacée par un nouveau type interdit par le traité.

Des réductions importantes des forces conventionnelles en Europe devraient dissiper toute crainte légitime d'attaque surprise sur ce continent. Si le climat de *glasnost* se poursuit et si la coopération continue, il deviendra quasi impossible, en raison de l'effort immense que cela supposerait, de préparer discrètement une offensive en Europe. La vérification des réductions et du respect des traités n'aura donc plus à être aussi stricte et précise. Ces réductions, toutefois, ne répondent pas à la question, qui est de savoir si les victimes éventuelles de l'offensive seront capables de prendre les mesures nécessaires pour se défendre de façon satisfaisante.

La confiance augmentant, si tel est le cas, entre l'Est et l'Ouest, on craindra de moins en moins des violations des accords. Il est donc probable

